

Tahitipresse le 9/6/2010

Le Collectif pour la paix reçu par Gaston Tong Sang : une réunion boiteuse

Mardi après-midi, le président du gouvernement Gaston Tong Sang et quelques ministres ont reçu les représentants du "Collectif pour la paix". Durant plus de trois heures les deux parties ont développé leurs revendications et argumentations. Sans résultat patent, la décision a été prise de suspendre la réunion pour la reprendre mercredi à 17h, et cette fois en présence des représentants du patronat.

Les représentants du collectif pour la paix se sont rendu mardi après-midi à la présidence, invités par le gouvernement. À l'ordre du jour des discussions, trouver un protocole d'accord pour éviter le mouvement de grève prévu jeudi 10 juin à 0h. Patrick Galenon, de CSTP-FO, a tenu en préambule à rappeler au président Gaston Tong Sang qu'une même réunion s'était déjà tenue il y a un peu plus d'un mois, à la suite de laquelle le président avait proposé la mise en place d'une commission de travail et un départ pour la métropole. Depuis, "rien n'a été fait", a-t-il déploré.

Ainsi, le collectif est revenu sur ses revendications dont trouver des solutions face aux chiffres du chômage qui ne cessent d'augmenter : "9500 en deux ans", selon Patrick Galenon. Les syndicats ont notamment proposé la création d'une caisse de chômage. La gestion des finances de la CPS a été l'occasion de débats très animés. La ministre de la Solidarité, Teura Iriti, a proposé son plan qui consiste notamment à ce que le Pays prenne en charge le déficit de 15 milliards Fcfp. Le collectif a suggéré qu'il soit demandé à l'Etat de prendre ses responsabilités et de rembourser les 28,5 milliards Fcfp qu'il doit pour les frais engagés par la Caisse de Prévoyance Sociale concernant les malades du nucléaire.

Quant à la réforme de l'Indemnité temporaire de retraite (ITR), il a été demandé au gouvernement polynésien qu'il apporte son soutien aux fonctionnaires d'État en s'adressant au gouvernement central pour qu'il tienne ses engagements, pris lors de la signature du protocole d'accord en avril 2009. Aucune demande de rencontre avec le collectif n'ayant été annoncée par le Haut-commissaire, cela laisse à penser aux représentants syndicaux des fonctionnaires d'État en Polynésie française qu'ils seront bien obligés d'aller jusqu'à la grève.

Gaston Tong Sang entre revendications syndicales et engagement de l'Etat

Gaston Tong Sang a tenu à faire savoir qu'il souhaitait qu'"un véritable projet de société" soit élaboré avec les partenaires sociaux et les patrons. Dans un premier temps, le président du Pays souhaite que cela se fasse sans l'État et qu'ensuite seulement soit engagé un contact avec le gouvernement central pour savoir comment et jusqu'où celui-ci est prêt à accompagner la Polynésie dans ce projet. C'est pourquoi il a incité le collectif pour la paix à revenir mercredi et cette fois-ci il a invité les représentants du patronat.

Il lui faudra être convainquant. Pour Ronald Terorotua, de O Oe to oe Rima, cette réunion n'a rien apporté de concret. "Beaucoup de paroles mais aucune solution", a-t-il déploré. Et, à l'instar de Lucie Tiffenat, de Otahi, il pense que la grève est inévitable. "Les politiques nous demandent de l'aide et nous sommes prêts à la leur apporter, encore faut-il qu'ils le veuillent", a souligné Ronald Terorotua. Et Lucie de renchérir : "ils savaient gouverner tant qu'il y avait de l'argent dans les caisses, maintenant qu'elles sont vides, ils ne savent plus le faire. Je ne crois pas que le gouvernement puisse nous faire des propositions"